

**Mission Multidimensionnelle
Intégrée des Nations Unies
pour la Stabilisation en
République Centrafricaine**



**United Nations
Multidimensional Integrated
Stabilization Mission in the
Central African Republic**

MINUSCA



NOTE D'INFORMATION

LA MINUSCA DENONCE LA POURSUITE DE LA VIOLENCE ET LES ATTAQUES CONTRE LES CASQUES BLEUS

La MINUSCA a réitéré mercredi son appel à la coalition du FPRC et à l'UPC pour mettre fin aux hostilités dans les préfectures de la Ouaka et la Haute Kotto, moins de 24 heures après avoir obtenu le départ du leader de l'UPC, Ali Darassa, de la ville de Bambari pour prévenir une guerre qui aurait des conséquences graves pour la population civile. La Mission dénonce par ailleurs les attaques contre les casques bleus par des éléments de la coalition du FPRC et qui ont causé quatre blessés parmi les soldats de la paix.

« La MINUSCA insiste sur l'impérieuse nécessité pour la coalition du FPRC et pour l'UPC de mettre fin au conflit immédiatement, tel que demandé par le Gouvernement et la communauté internationale (CEEAC, UA, OIF, UE et Nations Unies). Cependant, nous notons que le conflit se poursuit, en grande partie en raison de la poussée de la coalition menée par le FPRC », a précisé le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, lors de la conférence de presse hebdomadaire de la Mission.

Selon la MINUSCA, la poursuite des hostilités et de la violence armée *« ne tue pas seulement les chances d'une paix durable en RCA mais elle hypothèque sérieusement les chances d'un relèvement social et économique et assassine l'espoir né de la conférence de Bruxelles de rebâtir ce pays »*. A cet effet, la MINUSCA invite les groupes armés à participer de bonne foi au dialogue sur le DDRR lancé par le Président de la République et à l'initiative de l'Union Africaine (UA) pour un accord de paix et de réconciliation entre le Gouvernement et les groupes armés.

Bureau de la Communication et de l'information publique

La MINUSCA a par ailleurs condamné énergiquement les attaques lâches contre les forces internationales, lundi et mardi à Ndassima et à Ippy, par certains éléments de la coalition du FPRC. « *Lundi, ils s'en sont directement pris aux forces internationales qui ont immédiatement riposté, avec un bilan d'un mort et d'un blessé dans leurs rangs. Mardi à Ippy, des éléments de la coalition du FPRC ont attaqué les casques bleus et causé quatre blessés dans nos rangs* », a dénoncé Monteiro. Tout en appelant le leadership de la coalition à prendre ses responsabilités, le porte-parole a souligné que de tels actes peuvent constituer des crimes de guerre passibles de poursuites par les tribunaux nationaux et internationaux et ne resteront pas impunis.

La conférence de presse hebdomadaire de mercredi a été largement dominée par les circonstances du départ d'Ali Darassa de la ville de Bambari. « *Nous sommes en discussions depuis le début avec les belligérants pour une solution pacifique. Concernant l'UPC, la MINUSCA avait demandé le départ de son leader de la ville. Ali Darassa a signé une déclaration et vient de quitter Bambari. C'est une mesure pour protéger la population civile, pour éviter une guerre dans la seconde ville de la République Centrafricaine. L'objectif c'est aussi de faire de Bambari une zone sans groupes armés et d'y rétablir la présence de l'Etat* », a indiqué le porte-parole. Pour Monteiro, la MINUSCA s'assurera que tout est fait pour prévenir **“le déplacement du problème”** vers d'autres localités de la Centrafrique, conformément à son mandat de protection des populations civiles.

De son côté, le porte-parole de la Force, le colonel Clément Cimana, a fait part des différentes interventions des casques bleus dans les secteurs centre, est et ouest ainsi que la contribution des soldats de la paix à la sécurisation et à la restauration de l'autorité de l'Etat.

Pour sa part, la porte-parole de la composante Police, Oana Popescu, a fait le point sur la campagne de recrutement des 500 policiers et gendarmes centrafricains, qui se termine mardi 28 février 2017. *“Plus de 3.000 dossiers de candidatures provenant de tout le territoire national, parmi lesquels 27% soumis par des femmes, ont été enregistrés et traités”*, a dit Oana.